



## COMMUNIQUE

Marseille, le 4 juillet 2016

### **Le Conseil Régional se « Macroniserait-il » ?**

Lors de la campagne électorale pour les régionales de 2015, la CGT avait écrit à l'ensemble des candidats hormis ceux ne portant pas les valeurs de la République.

Malgré les dérapages réguliers du candidat Estrosi flirtant parfois avec des positions radicales proches de l'Extrême Droite, la CGT a fait preuve d'ouverture en se rendant à une rencontre avec son représentant au transport Louis NEGRE.

Celui-ci avait assuré, alors, vouloir travailler avec les Organisations Syndicales et donc avec la CGT. Et ce, bien qu'étant de Droite, d'une manière ouverte, pragmatique et non fermée.

La CGT ne demandait qu'à voir et certaines actions entreprises sur Nice par l'élu Estrosi pouvait laisser entendre des possibles pistes de travail dans l'intérêt du service public rendu aux usagers.

Nous sommes par conséquent surpris de voir le contenu de la délibération de la plénière du Conseil Régional du 24 juin 2016 voté unanimement. Si son contenu porte des messages, il est mêlé d'un populisme et de contrevérités calomnieuses. Comment peut-on le valider ?

Les masques commencent à tomber. Plutôt que de s'attaquer aux vrais problèmes pour apporter des solutions à la situation dégradée du TER en PACA, M. ESTROSI fait le choix de faire des cheminots les seuls responsables de la mauvaise qualité de service du TER et proposera des solutions alternatives au train par des services par la route.

Selon lui, les retards ou suppressions de trains sur la région ne sont pas liés à un manque de moyens.

Doit-on rappeler à M ESTROSI que pendant que le nombre de TER était plus que doublé, quasi triplé, des milliers de postes de cheminots étaient supprimés ?

Doit-on rappeler à M. ESTROSI que depuis 50 ans les dirigeants politiques de notre pays ont, dans leur grande majorité, misé sur le tout routier au détriment des infrastructures ferroviaires qui n'ont cessé de se dégrader, hormis les lignes à grande vitesse ?

Doit-on rappeler à M. ESTROSI que les cheminots supportent une dette qui incombe à l'Etat ?

Doit-on rappeler à M. ESTROSI que pour l'essentiel, les grèves à la SNCF sont faites pour s'opposer à la casse du service public et pour obtenir des emplois pour améliorer la qualité du service ?

Il est plus simple quand on est un responsable politique de reporter ses propres responsabilités sur d'autres, ce n'est pas très courageux.

Le courage serait, puisque la défense des usagers semble être le carburant de la nouvelle majorité, d'aller en débattre avec eux en maintenant les comités de ligne et en écoutant les propositions de la CGT pour améliorer le service public.

**Le président ESTROSI préfère jeter les cheminots en pâture en les accusant de tous les maux et propose des solutions qui favorisent ses amis autocaristes.**

Lors des débats qui vont s'engager dès septembre sur le renouvellement de la convention TER entre la Région et la SNCF, les cheminots sauront, une nouvelle fois, se mobiliser pour la défense du Service Public ferroviaire. Ils porteront des éléments de débat issus de vrais chiffres et non sur des effets d'annonces populistes.

Pour la gouverne des équipes de Monsieur ESTROSI, sur les 25% de suppressions de TER seul 8% sont imputables à la « conflictualité sociale ». Les autres 17% sont les aléas quotidiens que subissent les usagers et qui les irritent.

Ni les autocars, ni la proximité avec l'Italie ne régleront la question du manque de moyens pour assurer le service public.

La CGT reste ouverte au débat où qu'il se trouve (interne ou public) pour que le service public soit au niveau attendu dans l'intérêt des usagers et pour répondre aux enjeux environnementaux.

**La CGT continuera le combat pour la défense du service public et pour que des solutions respectueuses de l'environnement soient trouvées. La Région PACA doit rester une région innovatrice en matière de développement économique respectueux de l'être humain.**

